

L'Europe à la croisée des chemins : entre mémoire du passé et sursaut nécessaire

Eternellement hantés par les fantômes de leur passé, de puissance et de victimes, qui les paralysent, les Européens doivent faire face aujourd'hui à un monde dans lequel chacun de leur pays, quelques soient leur taille, n'ont qu'une issue s'ils veulent continuer de peser dans le nouveau panorama international d'aujourd'hui, c'est d'unir leurs forces. "Nous vivons un changement d'époque", insiste Enrico Letta, dans un entretien paru début mai dans le premier numéro du nouveau magazine mensuel L'Europe. L'ancien premier ministre italien est l'un des deux grands penseurs de l'Europe d'aujourd'hui avec l'autre italien Mario Draghi, auteurs l'un et l'autre de deux grands rapports qui sont à la base des efforts pour relancer l'Union européenne, confrontée à un risque de décrochage économique et aujourd'hui au risque d'une extension de la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine. Un échec, déjà anticipé par les formations d'extrême droite de tous bords qui ne cessent de gagner du terrain, signifierait la fin d'un modèle démocratique qui a permis ces dernières décennies un progrès social unique au monde, que combattent aujourd'hui non seulement les oligarques russes mais aussi les partisans du président américain Donald Trump. En dépit de la première guerre mondiale, de la ténacité des rancœurs nationalistes, de la montée des fascismes, l'Europe des années trente restait la référence mondiale, dominant la science, la technologie, imposant sa culture au reste du monde à travers ses empires coloniaux. La deuxième guerre mondiale y a mis fin pour de bon, le nazisme conduisant l'Allemagne dans le gouffre où elle a entraîné le reste du continent.

La division de l'ancien empire allemand, privé d'un tiers de ses territoires à l'est, puis coupé en deux à l'image de l'Europe entre les deux zones soviétique et américaine de la guerre froide, a vu monter en puissance les nouveaux pôles qui dominent aujourd'hui le monde. Le statut de vainqueur octroyé à la Grande Bretagne et à la France, avec lesquelles les Américains ont partagé leur contrôle de la partie occidentale de l'Allemagne, derrière le rideau de fer, la résurrection économique de l'Allemagne fédérale de l'ouest, après sa création en 1949, n'ont pas empêché les Etats Unis d'imposer leur loi et leurs dollars à l'univers, malgré leur rivalité nucléaire avec l'Union soviétique, jusqu'à la montée en puissance de la Chine. L'Europe de l'Ouest, à la peine pour panser ses plaies face au rideau de fer, coupée de ses empires coloniaux, a finalement réussi à gérer son savoir-faire industriel et scientifique sous la protection bienveillante de l'Oncle Sam pour garder l'illusion de son autonomie. La chute du mur de Berlin en 1989, l'effondrement de la domination russo-soviétique sur les Européens de l'est, font apparaître une nouvelle Europe qui prend lentement conscience qu'il lui faut s'unir mais a du mal à comprendre comment gérer les héritages nationaux de chacun. Le mérite était revenu après la guerre à quelques grands esprits, à commencer par Jean Monnet et Robert Schuman en France, de tendre la main aux ennemis d'hier pour aider à la reconstruction démocratique de l'Allemagne et amorcer un plan de coopération englobant six pays pour se reconstruire ensemble. La naissance du marché commun européen en fut en 1957 le premier aboutissement malgré un désaccord entre le Général de Gaulle et les autres cinq sur une Europe de la défense sous tutelle américaine, après la création de l'Otan en 1949.

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. »

— Robert Schuman, Déclaration du 9 mai 1950

Le réalisme émerge pourtant lentement, comme toujours dans la construction européenne. Il faut attendre 1992, après la chute du rideau de fer, pour que 12 pays européens s'entendent pour donner naissance à l'Union européenne, qui ouvre la voie à une Union plus politique et à l'entrée des anciens pays communistes. Mais les méfiances demeurent, chacun refusant de transiger sur ses pratiques nationales, qui sont l'enjeu de conflits politiques internes permanents. Plusieurs pays, dont la Grande Bretagne, refuseront ainsi d'entrer dans les prochaines étapes, l'espace Schengen qui abolit les contrôles aux frontières, l'Union monétaire avec la création d'une monnaie unique, l'euro, arrivé en 2002.

Ce qui se passe aujourd'hui, 5 ans après le Brexit, est un véritable choc. La mise en cause par le nouveau président américain Donald Trump du partenariat économique privilégié des États-Unis avec l'Europe, celle de la garantie de sécurité américaine, ont fait plus en quelques semaines que les trois ans de guerre déclenchée par le président russe, Vladimir Poutine, contre l'Ukraine. Malgré les appels du président français, dès le début de l'attaque russe, à lancer l'Europe de la défense, chacun s'était commodément replié derrière la bannière du président américain Jo Biden pour ignorer les appels à augmenter les budgets militaires et se contenter de livrer des armes à l'Ukraine. Le changement est là. Le 10 mai 2025 au matin, après une nuit de train depuis la Pologne, un quatuor inédit, Emmanuel Macron et les chefs de gouvernement allemand, polonais et britannique ont débarqué ensemble à Kiev pour marquer leur soutien à l'Ukraine et exiger de la Russie et des États-Unis des négociations de paix sérieuses.

Heurté par la campagne de soutien des nouveaux dirigeants américains au parti d'extrême droite allemand AFD lors de la campagne des élections allemandes de mars dernier, qu'il a gagnée de justesse, le nouveau chancelier allemand, le chrétien démocrate allemand Friedrich Merz, a annoncé très vite son intention d'œuvrer avec la France à une relance européenne. Heurtant son propre parti, avant même d'être au pouvoir, il s'était allié au parti social-démocrate et aux Verts pour lever le blocage constitutionnel empêchant l'Allemagne de s'endetter pour la défense européenne et sa propre relance économique. L'Europe, y compris avec l'appui des Britanniques, a aujourd'hui conscience qu'elle n'échappera pas à prendre sérieusement sa défense en main face à la menace russe, dans le cadre ou non de l'Otan. Les Scandinaves, Baltes, Polonais, tous ceux en première ligne, n'ont pas attendu. La Commission européenne a désormais la charge de coordonner ces efforts et les réunions n'ont cessé ces dernières semaines de se multiplier entre les ministres de la défense et les états-majors, y compris britanniques, pour s'entendre sur la feuille de route à suivre.

Le changement d'attitude allemand est un soutien fort pour la présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, dans la mise en route de "la boussole de la compétitivité" annoncée en janvier 2025 par Bruxelles. Elle vise à relancer l'Europe industrielle, sa compétitivité et sa capacité concurrentielle dans les nouvelles technologies comme l'Intelligence artificielle qui font l'objet d'une concurrence sévère.

Cela passe notamment, insiste dans son interview Enrico Letta, par le lancement d'une union de l'épargne et des investissements pour encourager les citoyens européens à investir leur épargne et leurs capitaux en Europe et non pas aux États-Unis. La relance de l'Europe ne pourra se faire qu'avec la prise de conscience par ses citoyens de la nécessité d'avancer dans l'intégration, contrairement à ce que défendent les nationalistes de tous bords, pour espérer retrouver une voie forte capable de porter dans le monde nos idéaux démocratiques.

